

Bulletin Communiste

International

FONDÉ PAR LE COMITÉ DE LA 3^e INTERNATIONALE

Le Numéro : 50 Centimes

SOMMAIRE

Que l'Internationale décide (*Boris Souvarine*). — La leçon du Congrès (*B. S.*). — Au Parti français (*Manouïlsky*). — La crise et ses responsabilités. — Autour du Congrès. — Questions préliminaires et capitales (*Amédée Dunois*). — Vive Jaurès (*Vaillant-Couturier*). — Les Scissionnistes du centre sous le masque de l'unité (*A. Treint*).

Tours ou Livourne (*M. Merlay*). — Démissions. — Trahison et Rupture (*M. Chambelland*). — Avec ou Contre le Marxisme traditionnel (*C.-E. Labrousse*). — La Force de l'Internationale (*A. Dunois*). — La Convalescence ou la Mort (*Vaillant-Couturier*). — La première séance du Comité Directeur (*René Reynaud*).

QUE L'INTERNATIONALE DÉCIDE

UN des premiers actes du nouveau Comité directeur du Parti, élu par le Congrès national commenté plus loin, a été de remplacer le fondateur et directeur du *Bulletin Communiste* par un homme répondant à l'esprit de la fraction actuellement dirigeante du Parti.

Le citoyen Paul-Louis, rédacteur au *Progrès de Lyon*, journal radical, à la *France de Bordeaux*, journal radical, à la *Revue de l'Enseignement primaire*, publication antibolchevique, au *Progrès Civique*, publication radicale, au *Monde Nouveau*, à l'agence *Radio*, etc., etc., a été désigné comme directeur du *Bulletin Communiste*, sur la proposition du citoyen Frossard.

Celui-ci, qui jugeait sévèrement quelques jours auparavant, dans les conversations privées, la collaboration de Paul-Louis à la presse bourgeoise, et qui en qualifiait durement les raisons, a donc changé d'avis. C'est son droit, et il faut reconnaître qu'il en use.

Mais c'est notre droit, et nous aussi nous usons, de ne pas changer d'opinion. Nous avons créé ce journal en février 1920 pour défendre en France l'idée de l'Internationale Communiste. Nous l'avons dirigé jusqu'en novembre 1921 au nom du Comité de la III^e Internationale. Nous l'avons remis ensuite au Parti Communiste et l'avons dirigé au nom de celui-ci. Jamais nous n'avons dévié de la ligne de

l'Internationale Communiste. C'est ce qui ne nous a pas été pardonné, — à notre honneur communiste.

Aujourd'hui, un Comité directeur désigné à la faveur d'un scandale inouï, en défi à l'Internationale Communiste tout entière, veut mettre le *Bulletin Communiste* aux mains d'un journaliste bourgeois.

Que devons-nous faire, nous, gérant et directeur du *Bulletin*, militants entièrement dévoués à leur parti et à l'Internationale ? Devons-nous laisser perdre le renom communiste d'un organe qui compte un millier d'abonnés, quatre mille lecteurs ? Devons-nous, plaçant l'intérêt de l'Internationale au-dessus de tout, résister au décret de la Direction centriste et lui fournir le prétexte qu'elle attend pour frapper les défenseurs les plus zélés du communisme ?

Dans une alternative aussi cruelle pour un communiste, nous avons résolu de repousser l'une et l'autre éventualité. Nous ne laisserons pas discréditer le *Bulletin*. Nous n'entrerons pas en lutte contre la Direction centriste.

Nous suspendons la publication du *Bulletin* et en remettons le sort à l'Internationale.

Le Congrès ayant été unanime à proclamer la volonté du Parti de s'incliner devant les décisions du IV^e Congrès mondial, nous laissons celui-ci maître de l'avenir du *Bulletin Communiste*.

Boris SOUVARINE.

LA LEÇON DU CONGRÈS

Il n'est pas de meilleur commentaire du Congrès qu'un simple récit. Raconter simplement ce qui s'est passé, sans virulence ni indignation, c'est flétrir les meneurs du Congrès, les dirigeants actuels du Parti.

Si le Parti dans son ensemble était exactement informé des agissements de ses chefs, ceux-ci ne resteraient pas vingt-quatre heures à leur poste.

Ils s'en rendent si bien compte que leur principal souci, à l'heure actuelle, est de priver la gauche de tout moyen d'expression. Maîtres absolus de l'*Humanité*, ils veulent nous dépouiller de ce petit *Bulletin Communiste*, précurseur de l'adhésion à la III^e Internationale, tenant fidèle de la cause à laquelle il a été consacré.

Ils continuent à jouer de leur arme favorite : la diffamation, dont ils ont tant usé avant le Congrès, dont ils ont abusé pendant. Ils espèrent abasourdir le Parti avec leurs « Appels » hypocrites et leurs racontars mensongers. Ils croient pouvoir impunément salir leurs contradicteurs pour n'avoir pas besoin de les réfuter.

Un avenir prochain dira la valeur de leurs procédés. Déjà, une grande portion du Parti les répudie. On a vu, au Congrès, les leaders hier incontestés du Parti arracher à grand-peine les applaudissements de l'auditoire, au prix de procédés de tribune d'une grossièreté décevante, et malgré des moyens oratoires prestigieux. Tout ce que le Parti compte d'éléments sérieux se révolte contre l'odieuse politique d'équilibre pratiquée jusqu'à présent par ses chefs.

Maîtres de l'organisation du Parti et de sa presse, disposant des liens matériels leur permettant de répandre leurs sophismes et de s'attacher des créatures, les centristes se figurent tenir à jamais la direction du Parti. Ils croient tenir facilement en échec la « méprisable petite armée » des révolutionnaires qui combat infatigablement pour les idées de l'Internationale Communiste.

Ils se trompent. Renaudel aussi croyait avoir raison sans difficulté de la petite phalange de gauche qui s'était attaquée à son pouvoir. Les événements ont prouvé que rien ne peut résister au courant puissant du communisme révolutionnaire.

La tactique des dirigeants du Parti, avant et après le Congrès, a été très simple : elle consistait à se rallier à la politique de la gauche tout en discréditant les hommes de la gauche.

Se rallier à la politique de la gauche, c'était

aller au devant de la volonté du Parti qui se dessinait de plus en plus nettement depuis trois mois. Visiblement, les meilleurs militants trompés à Marseille s'étaient ressaisis. La pensée de l'Internationale, systématiquement déformée, se faisait jour. Les conceptions d'organisation et les méthodes de direction de l'Internationale s'imposaient. Centralisme démocratique, bureau politique ou présidium, discipline, tous ces mots prenaient leur vrai sens. L'idée du front unique, malgré l'opposition opiniâtre des dirigeants des divers courants ouvriers, triomphait de toutes les résistances.

La grande majorité du Parti, reconnaissant la valeur des conceptions de l'Internationale, s'orientait selon la direction que la gauche avait toujours cherché à lui donner.

Le centre, qui ne manque pas d'un certain flair politique, s'en aperçut à temps et fit sien le programme de la gauche. Les motions rédigées par celle-ci furent contresignées par celui-là intégralement, avec d'insignifiantes corrections de forme.

L'union du centre et de la gauche, préconisée par l'Internationale, se réalisait donc, en apparence. Mais en réalité, le centre ne songeait qu'à sa revanche effective, derrière la façade de sa capitulation idéologique. Ce fut alors une campagne de dénigrement incroyable, effrénée, qui ne devait atteindre, dans l'esprit de ses promoteurs, que la gauche, mais qui, on le voit bien aujourd'hui, a frappé durement le Parti lui-même.

Il nous répugne de répondre à ces calomnies, de présenter des auto-plaidoyers qui pourraient faire croire à une préoccupation de protéger nos personnes. Le Parti nous jugera — nous ne redoutons point sa sentence. Si nous faisons ici allusion à la diffamation éhontée qui entourait le Congrès, c'est que la physionomie de celui-ci, son orientation et ses conclusions ne s'expliqueraient pas sans cela.

Le Congrès a donné un spectacle honteux, la presse l'a répété à l'envi. Questions de personnes, dénonciations, accusations, violences, scandales, tumultes... Oui, mais qui est responsable de ce pitoyable Congrès ? C'est toute la question.

Des camarades pourraient être tentés, de bonne foi, de répartir les responsabilités, d'en charger à la fois toutes les tendances. Discernant mal les causes et les origines, ils apprécieraient mal les conséquences et les effets. C'est pour eux que nous écrivons.

Le Congrès n'a pas connu d'ordre dans le travail, de méthode dans la discussion. Pen-

dant quatre jours, ce fut une succession d'orateurs à la tribune, sans réglementation, sans discipline. Dans la dernière nuit seulement, on traita de la question syndicale. Plusieurs points de l'ordre du jour ne furent même pas touchés. La commission des conflits fut nommée à la diable, au hasard de noms lancés par on ne sait qui dans le bruit. La commission des résolutions fut désignée *in extremis* et ne se serait jamais réunie sans une réclamation expresse de la gauche. Aucun rapporteur n'était chargé d'exposer les sujets à traiter. Dans une telle confusion, la démagogie la plus ignominieuse a pu se donner libre cours.

Qui a voulu cela ? Qui est responsable ? Qui doit assurer le respect de l'ordre du jour, la réglementation des débats, l'ordre dans le Congrès ?

Qui, sinon le bureau du Parti, du Congrès ?

Se trouvera-t-il quelqu'un pour nier que si le bureau du Parti avait proposé une méthode et avait veillé à son application, la grande majorité du Congrès en eût été satisfaite ?

Se trouvera-t-il quelqu'un pour prétendre que la gauche est pour quelque chose dans le désordre qui régna ? Pour contester que les dix présidents nommés à l'avance étaient des centristes, qui ne se préoccupèrent à aucun moment d'organiser la discussion ?

Poser de telles questions, c'est y répondre. Tout militant honnête doit reconnaître que c'est le bureau du Parti, du Congrès, qui n'a pas fait son devoir.

D'ailleurs, cherchez à qui le désordre profite.

Dès le début du Congrès, le ton fut donné par Renaud Jean, dans un discours prononcé à propos du rapport moral. Que ce discours contienne beaucoup d'idées fausses, de critiques injustes, d'hostilité irraisonnée à l'égard de la gauche, ce n'est pas cela qui pouvait compromettre la tenue du Congrès. Renaud Jean apporte dans l'expression de son point de vue une sincérité, une honnêteté si évidentes que la gauche ne peut éprouver qu'un sentiment de tristesse à l'entendre cultiver et approfondir des malentendus. Mais il y avait, dans le discours de Renaud Jean, ce qui devait par la suite empoisonner le Congrès : la haine, la haine inexplicable contre toute une fraction du Parti, celle qui veut la politique de l'Internationale.

Quand c'est Renaud Jean qui exprime cette haine, le mal est limité par le seul fait de la gravité tragique de cet antagonisme qui ouvre des perspectives de rupture. Le Parti, dans son ensemble, comprend instinctivement qu'il n'est pas possible que Renaud Jean ait raison. Dans ce cas il y aurait deux partis dans le Parti. Et la majorité sait pertinemment qu'il n'a pas raison.

Mais quand c'est un Jules Blanc qui se fait l'interprète de cette haine, il y ajoute une telle vulgarité, une telle bassesse de préoccupations, une telle vilénie de sentiments que l'atmosphère du Congrès devient vite irrespirable. Qualifier dûment les incongruités de ce... congressiste est chose impossible. Nous ne nous y essaierons pas. Et nous n'écrivons un tel nom que pour désigner le type le plus représentatif des vainqueurs du Congrès.

Car le Congrès a été la victoire du scandale et de la boue. Le goût du scandale, allumé inconsciemment par Renaud Jean qui, certainement, ne recherchait pas ce résultat, excité par de sous-Renaud Jean qui n'ont pas les scrupules de celui-ci, porté au paroxysme par Ker, comme nous l'avons senti malsain, ignoble, quand fut décidée une séance privée ! Et comme nous avons eu plaisir à le décevoir, en montant à la tribune et en taisant tout ce qui aurait pu l'alimenter !

Ce n'est pas nous qui avons flatté les bas instincts d'une assemblée faite à l'image des parlements bourgeois, avide de tapage, d'effets de tribune, de coups de théâtre, de révélations scandaleuses. Nous avons, une fois de plus, résisté à la démagogie. Nous avons, une fois encore, dédaigné les manœuvres parlementaires, les campagnes de couloirs, les pelures d'oranges, les croc-en-jambes et les coups de poignard dans le dos.

Nous pouvons dire avec fierté : lisez la sténographie des débats, scrutez minutieusement les discours des hommes de la gauche, et vous n'y trouverez pas un mot susceptible d'envenimer les discussions, de diminuer ou de faire valoir des personnalités, de déshonorer des camarades. Toutes les violences, toutes les perfidies sont venues d'un seul côté du Congrès, de ce côté qui en avait besoin pour conquérir sa majorité.

Et nous avons été battus à 150 voix de majorité. Nous en sommes fiers. Nous pouvons, militants de la gauche que nous sommes, nous regarder bien en face, serrer nos mains propres. Nous avons conquis l'estime de bien des camarades qui nous méconnaissaient auparavant. Nous avons trouvé des dévouements désintéressés et inaltérables. « Les autres » ne peuvent pas en dire autant.

D'ailleurs, la gauche n'a pas été battue, elle a été roulée...

Le phénomène le plus curieux qu'il nous a été donné de constater dans ce Congrès, c'est la façon dont nos adversaires ont su exploiter contre la gauche des critiques qui ne valent en réalité que contre le centre.

Le discours de Renaud Jean contenait beaucoup de critiques fondées, quoique mal mises au point ; mais elles ne peuvent viser que les

dirigeants du Parti. La mauvaise utilisation des ressources, le gaspillage, la propagande désordonnée, la mauvaise gestion de l'*Internationale*, le mauvais lancement de l'*Ouvrière*, tout cela n'est imputable qu'au centre, maître de la direction du Parti.

Il a fallu l'atmosphère de ce Congrès pour déplacer miraculeusement les responsabilités et les faire retomber soudain sur la gauche.

Même phénomène avec le discours de Ker. Celui-ci a dressé les « camarades de province » contre les tractations secrètes des Parisiens, — c'est-à-dire, on ne sait pourquoi, de la gauche. Or, l'initiative de ces « tractations » revient au centre. C'est Frossard qui nous avait dit : « Ce n'est pas tout de se mettre d'accord sur des motions, il faut encore s'entendre pour la désignation des hommes chargés de les appliquer, sur la répartition des postes responsables ».

Il a fallu l'atmosphère de ce Congrès pour faire huer la gauche comme coupable de pourparlers secrets que le centre avait menés avec elle, dont le centre avait pris l'initiative !

Même phénomène à propos des « questions de personnes », de la « lutte des places ». Chaque fois qu'un Parti change d'orientation, il renouvelle sa direction, transforme ses cadres, constitue le personnel capable de faire sa politique. C'est en vertu de cette nécessité évidente que Frossard a remplacé Dubreuilh, que Cachin a remplacé Renaudel. Or, le Parti adoptant la politique de la gauche que Cachin a toujours combattue, devait-il confier à Cachin la charge d'en être l'interprète quotidien et le plus qualifié ? Telle était la question posée.

Pour avoir examiné honnêtement et franchement cette question, la gauche a été vilipendée par les soins de Ker, qui l'a simplement accusée de vouloir achever un homme que la bourgeoisie attaque ! Et ceux qui font, eux, des « questions de personnes », qui ont le souci des « places » au point d'y sacrifier un accord dont ils reconnaissent eux-mêmes la nécessité pour le salut du Parti, qui ont pris délibérément le chemin d'une rupture pour sauvegarder la place d'un des leurs, ceux-là déchainent une assemblée artificiellement énivrée de haine contre les partisans les plus déterminés de l'Internationale Communiste !

Même phénomène lors du discours de Frossard, qui n'était, si l'on veut bien l'analyser, qu'un réquisitoire contre la politique du centre et de son représentant le plus qualifié. Le Congrès applaudit à ce réquisitoire et admira la confession de l'orateur. Tous les hommes de théâtre connaissent le procédé par lequel le mauvais héros d'une pièce se rend sympa-

thique au public. Frossard, usant de moyens oratoires de premier ordre, a forcé les bravos. Mais après ?

Où va notre Parti ?

Il va vers la rupture avec l'Internationale Communiste. Le nier serait nier l'évidence. Frossard lui-même a dû déclarer devant nombre de témoins que sa politique conduit à une scission dans le Parti et dans l'Internationale.

Il est vrai qu'il se flatte d'être convoqué au 5^e Congrès mondial, en quoi il tient à faire lui-même un parallèle entre la situation de Serrati et la sienne. Il croit pouvoir créer une sorte de Parti Socialiste Indépendant qui attendrait, entre le Parti Communiste et le Parti-dissident, les événements propices à déterminer son orientation définitive.

Erreur qui coûterait cher au mouvement ouvrier français, si la majorité du Parti ne brisait pas rapidement les desseins criminels de la fraction qui a surpris sa bonne foi. Il n'y a pas place en France pour un Parti intermédiaire entre le Parti des réformes et celui de la révolution prolétarienne.

Faire la scission dans le Parti Communiste, ce serait, certes, porter un coup terrible au mouvement communiste, mais non un coup mortel. Le communisme ne peut pas périr. Ce qui périrait, c'est le Parti de Frossard, cherchant un équilibre entre le communisme et le réformisme.

Le Quatrième Congrès mondial détromperait Frossard, si celui-ci croyait pouvoir rusé avec l'Internationale, mettre le Parti français en conflit avec elle, spéculer sur un revirement futur. Mais nous savons que Frossard ne se fait pas d'illusions.

Frossard fait sa politique, que lui seul connaît, dont lui seul sait les intentions que nous ne chercherons plus à percer.

Nous, nous ferons avec toute la gauche du Parti notre politique, celle de l'Internationale Communiste, que tout le monde connaît, qui s'affirme au grand jour.

La grande leçon du Congrès, c'est qu'il ne faut plus confondre ou sembler confondre l'une et l'autre.

Le Parti a été unanime sur un point, un point seulement. Toutes ses tendances ont proclamé leur volonté de s'incliner devant les décisions du 4^e Congrès mondial.

Si l'affirmation du Centre est sincère, si le vote du Congrès a été loyal, le Parti est sauvé.

Allons donc au 4^e Congrès mondial, la plus haute instance, l'instance décisive de l'Internationale Communiste. Et que le Parti, au lendemain du Congrès mondial, reconnaisse les siens.

Boris SOUVARINE.

Autour du Congrès

Que s'est-il passé au Congrès ?

Telle est la question que se posent des milliers de militants qui, n'ayant pas assisté aux scènes scandaleuses provoquées par les centristes et les droitiers, ne peuvent se faire la moindre idée des conditions dans lesquelles le Congrès a sombré dans l'ignominie.

Ce n'est pas la lecture de l'*Humanité* qui a pu renseigner notre parti. Ce ne sont pas les commentaires du nouveau Comité Directeur ou de Marcel Cachin qui éclairent la crise.

Pour comprendre la crise, il faut savoir ce que pensent les hommes qui l'ont provoquée, qui l'entretennent, qui l'enveniment, qui l'aggravent et l'aggraveront jusqu'à la rupture avec l'Internationale Communiste.

Ce que pensent ces hommes, ils ne le disent pas à la tribune, ni dans le journal. C'est ainsi qu'ils ont pu, avec de savantes manœuvres parlementaires, surprendre la bonne foi de quelques congressistes qui ont fait la majorité de 150 voix.

Mais si le Parti, insensiblement entraîné sur la pente du reniement, savait qui le conduit et où il est conduit, ses dirigeants actuels seraient répudiés sans rémission.

L'habileté de ces hommes a consisté à souscrire du bout des lèvres à la politique de la gauche, tout en se livrant à un inqualifiable dénigrement des hommes de la gauche. On ne saura jamais tous les moyens de diffamation mis en œuvre à cette occasion.

Le Parti jugera les uns et les autres aux actes. Ses illusions sur les uns, ses préventions contre les autres se dissiperont devant l'évidence. La gauche peut attendre, la conscience tranquille, que justice soit rendue à ses militants comme à sa politique.

En attendant, il faut que le Parti sache la vérité sur le Congrès et les congressistes. Un certain nombre de camarades ont été témoins avant et pendant le Congrès, de propos et d'attitudes qu'une poignée de membres du Parti seule connaît. Nous leur avons demandé de noter ici quelques-uns de ces propos, de fixer quelques-unes de ces attitudes, qui en disent plus long que les grands et beaux discours hypocrites.

Les témoignages de tous nos collaborateurs ont été rigoureusement vérifiés. Nous ne craignons aucun démenti. Ceux mêmes qui contesteront et protestent, pour la galerie, savent que nous rapportons LA VÉRITÉ.

Nous invitons les congressistes qui auraient vu ou entendu des choses méritant d'être portées à la connaissance du Parti de les faire connaître au journal l'*Avant-Garde*, le seul organe communiste de Paris fidèle à l'Internationale Communiste (Fédération des Jeunes, 120 rue Lafayette). Les correspondants devront donner leur nom et leur adresse, ainsi que des références de militants connus.

FROSSARD-SOUVARINE...

Un maire de banlieue, Duchanel, a déclaré prendre la responsabilité de faire connaître des paroles de Frossard, qui jettent quelque lumière sur les incidents de la fin du Congrès.

Frossard, dit Duchanel, a déclaré à un de ses collègues, maire de banlieue, qu'il avait signé des motions avec Souvarine pour casser les reins à Souvarine, qu'il avait envisagé toutes les hypothèses possibles, même la rupture avec l'Internationale, et pris ses précautions pour que l'*Humanité* soit au besoin mise sous séquestre.

Duchanel n'est pas des nôtres, mais on le connaît comme un honnête homme.

Frossard, contestera-t-il ?

PREMEDITATION EVIDENTE

La rupture entre le centre et la gauche a été voulue, de propos délibéré, par le centre.

Au début de l'interminable séance dernière, quand le Congrès eut décidé de siéger « jusqu'à la gauche », Frossard dit à Souvarine :

« Moi, je m'en vais à minuit. Je ne tiens pas à rentrer à pied à quatre heures du matin. »

Souvarine lui répondit :

« Tu ne peux tout de même pas quitter le Congrès dans une situation pareille. »

Peu de temps après, à la commission des résolutions, Cachin et ses amis quittèrent la salle avec éclat, quand un délégué de province eût proposé un amendement à la motion sur le front unique tendant à décider que les membres du C. D. et les rédacteurs de l'*Humanité* ne pourraient être candidats aux élections.

Visiblement, on cherchait le prétexte pour rompre.

Le prétexte se présenta lors du scandaleux « incident Jaurès », amorcé par Lussy, alimenté par Henri Sellier, Cachin, etc.

Frossard prit son chapeau et sortit. Depuis 10 heures du soir, il guettait l'occasion.

CACHIN ET JAURES

Que dire de l'intervention de Cachin, quand celui-ci feignit de croire qu'il se trouvait des congressistes préoccupés d'attenter à la mémoire de Jaurès — à laquelle personne ne songeait — et se livra, sur la tribune, à une odieuse comédie d'émotion ?

Après Rappoport, c'est Cachin qui glorifie Jaurès...

Pauvre Jaurès !

Au moins, il n'y a pas un seul militant de la gauche qui ait jamais insulté Jaurès, comme Rappoport ou Cachin.

HAUTE SURVEILLANCE

Le centre déclara ne pas vouloir du régime de la « haute surveillance » pour Cachin.

Or, le centre avait proposé de mettre Cachin sous la « haute surveillance » de Frossard.

Comprenez qui pourra.

Mais Cachin ne fut-il pas de ceux qui voulurent mettre Jaurès sous la « haute surveillance » de Guesde ?

**

FROSSARD ET CACHIN

Toute l'explication de la rupture ne tient-elle pas dans la volonté acharnée de Frossard de prendre la direction de l'*Humanité* ?

C'est le secret de Polichinelle.

Personne n'ignore les propos mentriers de Frossard à l'égard de celui qu'il présenta, à la tribune, comme son associé à vie.

Qui a provoqué une campagne contre le cumul des appointements de Cachin ? C'est Frossard.

Qui a incité, l'an dernier, Loriot à proposer Frossard comme co-directeur à l'*Humanité* ? C'est Frossard.

Qui a profité de l'absence de Cachin pour faire faire contre celui-ci une campagne à propos des offres de Radek à Poincaré ? C'est Frossard.

Si la gauche avait consenti à nommer Frossard à la place de Cachin, il n'y aurait pas eu de rupture.

**

KER ET FROSSARD

A Moscou, devant le Présidium de l'Exécutif, Ker déclara en toutes lettres :

« Frossard est une canaille. Avec lui, on doit s'attendre à tout. »

Ker a le droit de juger Frossard comme hon lui semble. Mais, quand il s'associe à celui qu'il juge ainsi, que devient-il lui-même ?

Mais il paraît que c'est de la grande politique.

**

KER ET CACHIN

Quant à Cachin, Ker ne l'appelle jamais que selon le mot de Maurras : « L'épouvantable imbécile. » Il y ajouta même, récemment, le qualificatif de « crétin », lorsqu'il s'opposa à la publication du discours de Cachin sur Poincaré-la-Guerre.

C'est le droit de Ker de juger ainsi Cachin. Mais, quand il monte à la tribune pour accuser la gauche d'avoir de Cachin une mauvaise opinion politique, il va fort, le camarade Ker.

Mais puisque c'est de la grande politique...

**

RAPPOPORT ET CACHIN

A Moscou, Rappoport parla de la nécessité d'exclure les « éléphants » d'opportunisme.

Trotsky ne put lui arracher de précisions, à la tribune. Mais, après la séance, Rappoport déclara :

« Les éléphants, c'est Cachin et Frossard. Mais je ne pouvais pas le dire à la tribune. »

Au Congrès, Rappoport fit l'apologie de Cachin.

Tout cela, c'est de la grande politique.

CACHIN, FROSSARD ET KER

Comment ces trois hommes peuvent-ils se regarder en face ?

**

CACHIN ET FABRE

Au Congrès, Cachin laissa encore dire que Fabre avait été exclu parce que l'Exécutif était mal renseigné.

Or, qui a pris l'initiative de l'exclusion de Fabre ? C'est Cachin.

Qui a dit, devant l'Exécutif, que Fabre était un individu taré, discrédité, etc ? C'est Cachin.

Qui a pris sur lui de faire exclure Fabre ? C'est Cachin.

Et, qui a dit que Fabre est un élément de droite au même titre que Verfeuil et d'autres, qu'il n'y avait pas de raison de l'exclure plutôt qu'un autre ? C'est Souvarine.

Seulement, Cachin laisse couvrir Souvarine de boue quotidiennement par Fabre et se garde bien de prendre ses responsabilités.

**

ANTISEMITISME

Les délégués de la Seine-Inférieure signalèrent, à une réunion de la gauche, que Cachin et Gérard (maire du Kremlin-Bicêtre) firent dans leur département une réunion, au cours de laquelle le second dénonça « les juifs de Moscou » qui veulent diriger de Russie le mouvement français.

Cachin ne souffla mot

**

PAUL LOUIS

L'*Humanité* a annoncé que Paul Louis était nommé membre du Comité Directeur et du Conseil d'Administration de l'*Humanité*, puis directeur du *Bulletin Communiste*.

C'est, évidemment, autant d'erreurs.

Paul Louis n'est rien de tout cela.

Paul Louis a déclaré, à la 9^e section, qu'il ne voulait pas être délégué au Congrès, qu'il ne voulait pas être titulaire d'un poste responsable.

Un homme d'honneur n'a pas deux paroles.

Paul Louis est un honnête homme.

Donc, Paul Louis n'a pas été délégué au Congrès, n'est pas membre du C. D., n'est pas membre du C. A. de l'*Humanité*, n'est pas directeur du B. C.

**

LE GENDELETTRE ET LE REVOLUTIONNAIRE

La *Vie Ouvrière* a publié cet écho, auquel nous nous en voudrions de changer un mot :

— Au Congrès communiste, Manouïlsky a longuement parlé.

« Il fut dans cette assemblée si peu prolétarienne, si peu révolutionnaire, l'image vivante de la Révolution russe, de l'Internationale Communiste, en qui des millions de prolétaires ont mis tous leurs espoirs, toute leur confiance.

« Ce n'est pas l'avis de Georges Pioch, littérateur.

« Ça, a-t-il dit, un commissaire du Peuple ? Un « commissionnaire du peuple, plutôt... »

« Jamais nous n'avions cru que la prétention tant

connue de Georges Pioch puisse aller jusqu'à l'inconscience.

« Merrheim n'aurait pas parlé autrement. »

COMMENT PEUT-ON ETRE ANGLAIS ?

Le même Pioch, après le discours du délégué anglais Bell, dit à haute voix :

« La parole est au délégué de la Patagonie. »

Verfeuil avait déjà tourné en dérision les communistes étrangers en parlant des « Iles Philippines ».

Heine avait évoqué les communistes de Boukhara...

Parlez-nous des communistes français, xénophobes et nationalistes. Voilà des révolutionnaires.

XENOPHOBIE ET NATIONALISME

Pendant les discours de Scocci, de Franz Dählem, de Bell, de Manouïlsky, les congressistes qui ont coutume de donner des leçons de tenue et de courtoisie aux Asiates bolcheviks, donnèrent la mesure de leur indécence.

Ils étaient tout un groupe qui faisaient du tapage, soulevaient des rumeurs, réclamaient impérieusement la « conclusion », invoquaient des trains à prendre, etc.

C'est le « bon ton » français.

Que diront les délégués centristes quand au IV^e Congrès mondial, ils seront entourés de quelques centaines « d'étrangers » ?

SYNDICALISTES « PURS » ?

Besnard, insulteur de la Révolution russe, assista à la séance où parla Manouïlsky. Que venait-il faire parmi les « politiciens » ?

Il venait, une fois de plus, insulter le représentant de la Révolution russe.

« Politicien ! Politicien ! » criait-il.

Un Besnard donnant du « politicien » à un Manouïlsky...

Nous aurons donc tout vu.

ERNEST LAFONT

Un autre simili syndicaliste « pur », c'est Ernest Lafont.

Il a bien du toupet, Lafont, depuis que Moscou a passé l'éponge sur ses fréquentations de Varsovie.

Il n'était pas fier, quelques mois auparavant, quand Trotsky le mit à la porte de la Russie. Cachin disait de lui : « Les Jacobins l'auraient fusilé ! »

Les bolcheviks sanguinaires ne le fusillèrent point. Et quand Souvarine, en juillet 1921, proposa l'amnistie, l'Exécutif l'accorda aussitôt. (Car ni Morizet, ni Leiciague, ni aucun des amis de Lafont ne se risqua à le défendre ; c'est le sectaire Souvarine qui se mit à l'eau.)

Maintenant, quand on reproche au *Bulletin Communiste* sa « tendance », Lafont crie : « C'est le Parti qui paie ! »

L'ami de Pilsudsky manque décidément de pudeur.

PETIT POINT D'HISTOIRE

Dans son discours qui n'a déshonoré que lui seul,

connue de Georges Pioch puisse aller jusqu'à l'inconscience.

C'est un mensonge pur et simple.

Quand arrivèrent les instructions de l'Exécutif écartant la solution des deux tiers, Frossard les communiqua à Souvarine, au C. D. Le second fit passer au premier un billet avec ces mots :

« Que signifie l'histoire des deux tiers ? »

Frossard répondit à Souvarine par la même voie :

« Ce doit être une confusion avec votre revendication au Comité fédéral de la Seine. »

De fait, jamais la gauche n'a demandé les deux tiers du Comité Directeur.

Il faudra trouver autre chose.

Tentative d'étranglement

Ce numéro du Bulletin Communiste est, provisoirement, le dernier de la série commencée par le Comité de la 3^e Internationale.

Les dirigeants du Parti ont tout fait pour essayer de nous empêcher de le publier. Non contents d'avoir l'exclusivité d'expression dans l'Humanité, ils veulent étouffer complètement notre voix !

Faut-il qu'ils aient peur que nous soyons entendus !

Un Soutif, le Soutif de la rue Dussoubs, le Soutif des Quarante Saxons, le Soutif de l'Action Socialiste qui dénonça Trotsky à la police et applaudit à l'expulsion du futur chef de la Révolution russe, le Soutif de la France Libre, le Soutif de Levasseur, a essayé d'intimider notre imprimeur et de lui interdire de tirer notre dernier numéro !

La gauche, qui a groupé 1.500 mandats au Congrès n'a pas le droit de s'exprimer !

Le Parti appréciera l'attitude de ses dirigeants, qui le trompent à la faveur de circonstances ne nous permettant pas de l'éclairer.

Quant à nous, qui ne voulons pas d'un conflit déclaré avec la Direction, nous avons préféré modifier notre titre pour faire paraître ce dernier numéro, jusqu'à ce que le 4^e Congrès mondial se prononce.

Nos lecteurs fidèles, nos abonnés, nos amis, sauront bien discerner le vrai Bulletin Communiste du faux. Ils sauront bien ranger celui-ci comme le dernier de leur collection et mettre au panier le Bulletin de Paul Louis.

Nous les invitons tous à dire ce qu'ils pensent de la tentative d'étranglement de la gauche par la fraction dirigeante du Parti, de la désignation d'un journaliste bourgeois au poste de Directeur d'un organe fondé par le Comité de la 3^e Internationale.

Ecrivez-nous. Parlez sans crainte et sans feinte !

Amis, vous pouvez compter sur nous, sur notre dévouement indéfectible à l'Internationale Communiste.

Adresser désormais la correspondance à Treint, 3, rue Carducci, Paris (19^e).

Question préliminaire et capitale

L'espérance de la gauche a vécu. Son optimisme généreux a reçu le démenti des faits. L'union du centre et de la gauche, qui pouvait sauver le Parti du confusionnisme mortel où se débattait sa faiblesse, ne s'est pas accomplie au Congrès national. J'ai maintenant la ferme certitude qu'à aucun moment, les chefs du centre n'ont sincèrement voulu l'union avec la gauche, et que c'est délibérément qu'ils ont, en vue du port, fait échouer l'esquif qui portait le communisme et sa fortune. Pour garder leurs places et prolonger ainsi l'équivoque dont ils vivent et dont le Parti meurt, ils ont repoussé toutes les propositions transactionnelles auxquelles nous nous étions ralliés ; ils ont rejeté l'arbitrage des représentants de l'Exécutif, *ils ont préparé la rupture avec l'Internationale.*

Que pouvait faire la gauche, en présence de ces reniements à la parole donnée, de ces manœuvres au principe librement accepté de l'union de la gauche et du centre sur la base des idées de l'Internationale, de cette volonté manifeste de ne pas aller jusqu'au bout des conséquences du pacte intervenu sous les auspices de l'Exécutif élargi de juin ? Elle ne pouvait que reprendre sa liberté, qu'abandonner aux chefs du centre (qui ne sont, à de rares exceptions près, que des droitiers fricoteurs et honteux) la responsabilité de la direction du Parti. C'est ce qu'elle a fait. L'avenir proclamera qu'elle a bien fait. Un certain nombre de camarades de la gauche, rédacteurs à *l'Humanité* et fonctionnaires du Parti, ont imité cette retraite. C'était leur droit. Que dis-je ? C'était leur impérieux devoir. Entièrement acquis, comme ils l'étaient, au principe de l'union du centre et de la gauche, ils n'ont pu supporter l'idée de collaborer un seul jour avec les promoteurs et les complices de la rupture. Ils n'ont pu admettre que les hommes du centre fussent en quoi que ce soit qualifiés pour faire, sans la gauche, la politique de la gauche, la politique de l'Internationale. Ils se sont retirés, non du Parti bien sûr, mais des fonctions rémunérées qu'ils occupaient et qui les faisaient vivre. Ils éprouvent une âpre joie à avoir recouvré une indépendance qu'ils entendent consacrer tout entière au service exclusif de l'Internationale Communiste. Car la bataille qui commence sera longue... Nous faisons le serment de la mener jusqu'au bout,

jusqu'à la défaite finale de tous les confusionnismes — de droite, du centre, d'extrême-gauche — qui s'opposent à la création en France d'un Parti véritablement communiste.

Le confusionnisme, voilà l'ennemi ! Ennemi insidieux et fuyant qui revêt successivement toutes les formes et parle toutes les langues : confusionnisme dans la pensée par insuffisance de doctrine, confusionnisme moral qui se nourrit d'hypocrisie, de réticences, de « réserves » et trouve son expression parfaite dans la trahison pure et simple, confusionnisme dans les méthodes et dans les actes. Et tous ces confusionnismes conjugués ont abouti à ce triomphe d'anarchie qu'a été le Congrès de Paris. Quand on songe que les mêmes hommes qui ont créé — voulu peut-être — ce monstrueux gâchis, sont demeurés à la tête du Parti, on peut s'attendre aux pires dégringolades.

Notre première tâche consistera, tout en démasquant les fourbes et les traîtres, à ramener dans les esprits qu'ils ont troublés, la clarté de la vérité communiste. Lourde tâche, ma foi... *Avec l'aide de l'Internationale*, nous y emploierons. Ah ! si nous avions devant nous des idées claires, voire même des conceptions erronées, mais intelligibles et franches ! Mais non, nous avons à faire presque toujours au mensonge sournois et à la duplicité grimaçante — ennemis redoutables. Lisez, par exemple, le premier manifeste du nouveau Comité directeur.

Peut-on accumuler en moins de lignes plus d'allégations fausses ou d'insinuations ambiguës ? Peut-on déplacer plus audacieusement les responsabilités ? Peut-on envelopper de nuages plus épais sa pensée, ses actes, ses intentions ? On y déplore que « des questions de personnes aient (au Congrès) pris le pas sur les questions d'idées ». Comme si la gauche n'avait pas fait, sur les questions de personnes, même les plus légitimes, toutes les concessions possibles allant jusqu'à consentir, par exemple, que les centristes fussent en majorité au présidium et que Cachin conservât seul, malgré les suspicions dont la gauche l'entoure, la direction de *l'Humanité* !

On dit qu'on se placera « sur le terrain même de l'Internationale Communiste » à laquelle on proclame « son inaltérable fidélité... » On

ose dire ces choses, après qu'on a obstinément refusé l'arbitrage du représentant de l'Internationale ! On prétend vouloir faire « dans son esprit et dans sa lettre la politique de l'Internationale », comme s'il était possible de pratiquer sans la gauche — *contre la gauche* — la politique de l'Internationale !

Tout cela n'est rien encore. Le plus beau, ou le pire, c'est cette affirmation scandaleuse que « le conflit porte essentiellement sur le point de savoir si le Congrès pouvait être dépouillé de son droit de choisir les hommes qu'il investit de sa confiance et qui sont chargés de le représenter dans les organismes de direction du Parti ».

Eh bien, cela, c'est un grossier mensonge. Non, le conflit n'est pas là. Jamais la gauche n'a entendu dessaisir le Congrès du droit de choisir en dernière instance les dirigeants du Parti. Mais vous, vous avez dessaisi l'Internationale du droit d'intervenir dans vos affaires intérieures, du droit de vous imposer une politique véritablement communiste et de vous proposer les hommes les plus qualifiés à ses yeux pour accomplir pleinement, loyalement la politique de l'Internationale. A la vérité, le conflit n'est plus, à l'heure qu'il est, entre vous et la gauche, il est entre vous et l'Internationale.

L'Internationale se prononcera. Vous le dites ; nous le disons aussi. Elle s'est déjà prononcée par la voix justicière de son représentant au Congrès, le camarade Manouïlsky qui, sans hésiter une seconde, a rejeté sur vous la responsabilité exclusive de votre rupture avec nous. « La réponse du IV^e Congrès mondial n'est pas douteuse », déclare dans une phrase qui est un prodige d'ambiguïté voulue, le nouveau Comité directeur. Cette « réponse qui n'est pas douteuse », c'est simplement du galimatias. Ce n'est pas ça qu'on vous demande. Ce n'est pas ça qu'on veut savoir. On veut savoir, *dès maintenant*, si vous vous inclinerez devant la réponse de l'Internationale, quelle qu'elle soit, comme nous sommes prêts, nous autres, à le faire. Pourquoi vous êtes-vous tus sur ce point capital ? Pourquoi avoir laissé planer le doute et la méfiance sur ce que vous ferez, alors qu'il vous était si facile de dire : « Quoi qu'il arrive, nous nous inclinons ». Comment ne verrait-on pas dans votre silence l'indice révélateur de desseins inquiétants ?

Il est encore temps de réparer une omission fâcheuse. Je me permets de vous en fournir l'occasion en vous posant une question bien nette. La voici : « Si le IV^e Congrès, dont la

réponse n'est pas douteuse, vous condamne, comme vous a déjà condamnés Manouïlsky, vous inclinerez-vous devant sa sentence suprême ? »

Il faut répondre tout de suite, répondre par *oui* ou par *non*. Le cours que prendra le débat qui commence dépend de la réponse que vous ferez demain — si vous la faites — à cette question capitale.

Amédée DUNOIS.

Explication nécessaire

Fidèle à la Révolution russe ainsi qu'à la III^e Internationale, je m'étais résolu à suivre mes camarades de gauche dans leur retraite et leur avais apporté ma démission de rédacteur à l'*Humanité*.

Mais les décisions prises en commun, au lendemain même du Congrès, en présence de nombreux délégués de province, m'ont fait un devoir de conserver mon poste.

Je me suis incliné devant les raisons suivantes :

Mes fonctions à l'*Humanité* sont purement professionnelles. Mon départ précipité eût pu mettre l'organe central du Parti dans une situation délicate, car l'insertion des convocations et communications qui assure le fonctionnement régulier de la vie du Parti exige une pratique que confère seule l'habitude. Il importe, en outre, que dans une crise aussi grave ces fonctions soient remplies avec la plus grande impartialité.

Je reste donc à l'*Humanité* et j'y resterai aussi longtemps qu'il plaira au Centre de m'y maintenir, mais j'y reste en toute indépendance politique, sans rien abdiquer des idées auxquelles je reste plus que jamais attaché, tout en continuant d'assurer une loyale collaboration technique.

J'ai mis au respect de l'obligation qui m'était faite une condition : chaque quinzaine, je verserai une partie de mes appointements en secours aux camarades, actuellement sans emploi, et que leurs charges de famille mettent dans l'embarras.

Je donne publiquement ces explications, afin que mes camarades et en particulier ceux du Tarn et du Cantal sachent bien qu'à aucun moment je n'ai oublié et n'oublierai le devoir communiste.

Louis GELIS.

Vive Jaurès !

Au temps où, rêvant encore de livres à écrire et d'études à entreprendre, nous nous penchions, Raymond Lefebvre et moi, sur l'action déjà entreprise, plus d'une fois la mauvaise odeur des poubelles politiques nous était montée au nez.

Mais jamais je n'avais vu autant de malpropretés s'étaler, se combiner et triompher que dans ce Congrès récent. Je crois être d'accord avec tous les hommes de bonne foi pour dénoncer l'écoeurement qui nous ayant envahi ne nous quitte plus depuis.

Mais il est quelque chose qui a dépassé tout en infamie : l'incident Jaurès.

Le Congrès traînait. Le gauche, en bonne posture morale, inquiétait le centre. Le débat syndical venait de se dérouler au milieu d'une douteuse indifférence.

Ce Congrès de scandale attendait autre chose : les potins, les calomnies, les exclusions, les luttes d'homme à homme...

On semblait n'être plus là que comme on est au cirque, pour voir l'acrobate se casser les reins, ou dans la ménagerie pour voir les lions manger le dompteur.

Aussi, quand le rapporteur de la commission des exclusions monta à la tribune, le silence se fit-il, complet.

Le débat sur les exclusions était le point central du Congrès. C'était, en effet, à propos des exclusions anciennes ou récentes que le désaccord le plus net s'était toujours manifesté entre le Parti et l'Internationale. Le nationalisme, l'indulgence petite bourgeoise, la complicité de fait de cent éléments divers appartenant aux tendances mal définies du centre attendaient, Frossard, absent la veille pendant le discours du délégué de l'Exécutif, Frossard inquiet de l'accueil sans enthousiasme fait à sa politique par ses « amis », était là.

La rupture avec Verfeuil et Henri Sellier, c'était en effet bien plus que l'exclusion de deux hommes, c'était pour une majorité encore plus social-démocrate que communiste, la rupture avec les traditions commodes d'avant Tours, c'était pour le parti la fin de son existence comme cour du roi Pétaud, le commencement d'une ère de discipline, l'abandon de ces mœurs parlementaires dont le Congrès, donnait une fois de plus le dégoûtant exemple,

c'était un effort vers plus de conscience internationale.

Or, dans ce Congrès où l'union du centre et de la gauche signifiait, selon le centre, le droit d'agir à sa guise et de triompher partout, le centre avait modestement *laissé* composer la commission des exclusions d'une écrasante majorité de communistes de gauche...

La gauche avait contre elle jusqu'à l'habileté du hasard. Il ne lui manquait plus qu'une maladresse de tel de ses membres pour déchaîner un incident que le Congrès attendait et dont tout un état-major recherchait avec impatience l'occasion.

Dès que Maze, le rapporteur, jeune, peu connu, monta à la tribune, j'eus nettement l'impression qu'il entreprenait une tâche au-dessus de ses forces et que, cerné par les manœuvres du centre et de la droite, il allait combattre en enfant perdu...

Je m'étais avancé jusqu'à la table de la presse et de là j'observais le Congrès, attendant l'orage.

Debout, Henri Sellier, Verfeuil, Ch. Lussy et quelques autres mis en cause directement, témoignaient d'une nervosité parfaitement compréhensible. Les jambes de Lussy étaient secouées d'un tremblement qui ne cessait pas...

Dans un silence relatif, Maze lisait son rapport :

« Henri Sellier a déclaré qu'il était de ceux qui regrettaient l'unité brisée à Tours... Il regrette la tradition de Jaurès et qu'on ne puisse pas faire de notre parti un grand parti démocratique... »

La phrase venait d'être lue en entier sans soulever de protestations quand Lussy, dont les nerfs étaient à bout, s'écria :

« Vous venez d'exclure Jaurès... »

L'incident était trouvé... Il n'y avait plus qu'à l'exploiter. Ce n'était qu'un jeu. Le tumulte se déchaîne. La citation de Sellier placée dans la bouche de Maze n'est plus la constatation d'un fait, c'est pour un Congrès exténué, à bout, une insulte à la mémoire de Jaurès.

Frossard, qui a parfaitement compris le sens exact de la phrase, Cachin vieux guesdiste qui fut de tout temps l'adversaire du jaurèsisme, vont-ils calmer une émotion sans cause ? Non. Ils se récrient.

Frossard ose dire qu'on vient d'insulter Jaurès. Ce n'est plus sur une phrase du rapport qu'on juge, c'est sur l'interruption de Lussy...

« La gauche a voulu exclure Jaurès ». Infâme gauche. Les poings se tendent, les injures fusent. En virtuose du sentimentalisme, Cachin et Frossard jouent toutes les gammes de l'indignation, de la colère, de la fureur, de l'effondrement. Et Frossard succombe lui-même à l'émotion ambiante qu'il vient de fabriquer de toutes pièces. On l'emporte... Encore une victime de la gauche..

Je suis resté longtemps à ma table, au milieu du tumulte, la tête dans mes mains et conservant tout mon sang-froid, désespérant presque d'un parti où d'aussi vieilles ficelles pouvaient prendre encore... mais touché aussi. Pauvre bon parti si généreux et si crédule... Des amis sont venus me secouer à mon banc. Je suis monté à la tribune... On m'a injurié grossièrement. J'ai taché de ramener le calme en plaçant la mémoire de Jaurès, héros et martyr de la Révolution, au-dessus de toutes nos divisions... J'ai dénoncé le malentendu, dans une forme aussi modeste que possible. Le calme s'est fait peu à peu... Mais le coup qu'on voulait porter à la gauche et aux exclusions était porté.

J'ai dans le centre des amis. Je sais, comme eux — hélas ! — que les cuisines des Congrès comportent bien des opérations peu ragoutantes... Je sais qu'aucune tendance ne peut se prétendre pure de tout esprit de combinaison... Mais *s'être servi de la mémoire de Jaurès pour créer de toutes pièces un incident de Congrès contre l'Internationale, c'est une abominable malhonnêteté*. Que mes amis du centre me permettent de leur dire que c'est là quelque chose de déshonorant. Si quelqu'un a manqué de respect à la mémoire de Jaurès, ce n'est pas un rapporteur de commission qui, plus sincère qu'adroit dans la circonstance, disait avec le parti français et l'Internationale que la tradition du réformisme démocratique jaressiste ne pouvait être celle d'un Parti Communiste d'action révolutionnaire. Ce n'est pas Lussy qui, tout à son indignation de tendance, ne pouvait pas parler autrement qu'il n'a parlé, mais c'est Frossard et c'est Cachin qui, sachant le mal qu'ils allaient faire, ont, uniquement pour déconsidérer une tendance avec laquelle ils avaient auparavant signé une motion commune, jeté Jaurès dans le débat.

On avait besoin de pouvoir déclarer à l'Internationale que le parti français était beaucoup plus jaressiste encore que communiste,

et qu'il fallait, comme dit Frossard, « gagner du temps ». Pour cela, on a créé l'équivoque. On a fait jouer le sentiment. On a étouffé la raison.

Jaurès n'appartient pas plus aux dissidents qu'aux communistes, à la droite qu'au centre ou à la gauche. Jaurès appartient à la Révolution, parce qu'il a été tué par les ennemis de la Révolution. Sa doctrine appartient à l'histoire. Nous aimons Jaurès comme le meilleur de nous-mêmes.

Regretter, comme Henri Sellier, « *la tradition de Jaurès et qu'on ne puisse pas faire de notre parti un grand parti démocratique* », c'est revenir sur l'A. B. C. du Congrès de Tours. Dénoncer l'état d'esprit de Sellier et de ses amis, c'est être en accord avec toutes les décisions des congrès nationaux et internationaux.

Je ne saurais en vouloir beaucoup, après tout, aux auteurs de cette manœuvre où l'on a tenté de faire de Jaurès (comme les dissidents le firent à Tours, mais avec plus de dignité) un instrument de tendance. La manœuvre est à la taille de ses auteurs.

La grande masse du Congrès, revenue au sang-froid, saura faire bonne justice de leur malpropreté. Je le leur dis en toute franchise : Qu'ils songent seulement à la façon dont Jaurès, lui l'honnêteté et la probité mêmes, les jugerait et que cela leur suffise.

P. VAILLANT-COUTURIER.

VIENT DE PARAITRE :

LA TACTIQUE DU FRONT UNIQUE

par G. ZINOVIEV

La tactique du front unique, si dénigrée, et combattue en France, même dans les milieux ouvriers révolutionnaires, s'est irrésistiblement imposée en moins de six mois de discussions. Quelle nouvelle preuve faut-il de la clairvoyance des hommes de Moscou et de la légitimité de leur prestige ? En lisant cette brochure de G. Zinoviev, on appréciera mieux encore qu'avant l'intelligence de la tactique du front unique.

Petite Bibliothèque Communiste

Librairie de l'Humanité, 142, rue Montmartre, Paris.

Prix : 75 centimes.

Les scissionnistes du Centre sous le masque de l'Unité

Les questions de personnes

L'Appel au parti, lancé par le nouveau Comité directeur centriste, fait tenir en quelques lignes tout un monde de confusion, de tromperie et de nationalisme inavoué.

On y parle des « questions de personnes qui ont pris le pas sur les questions d'idée ». Après avoir fait échouer l'arbitrage de l'Exécutif devant le Congrès, après avoir refusé d'adoindre à Cachin un co-directeur à l'Humanité, après avoir jeté de la façon la plus démagogique le cas personnel de Cachin dans les débats du Congrès, oser parler des « questions de personnes qui ont pris le pas sur les questions d'idées » est d'une cynique indécence de la part du Centre.

Entre les appétits du centre et le désintéressement évident de la gauche, le Parti jugera. Les démissionnaires de la gauche ont préféré quitter leurs postes de journalistes et de propagandistes plutôt que de servir une politique qui tend à la rupture avec l'Internationale et la Révolution russe. De ces démissionnaires, j'en connais qui n'avaient pas un sou devant eux et qui n'en diront jamais rien. Les voilà les chasseurs de places !

Oui, la gauche s'est occupée des personnes. Les idées n'ont pas une existence abstraite, la politique d'un Parti ne se fait pas toute seule. Les idées s'expriment par des personnes, la politique se fait par des personnes. Après avoir défini sa politique, la chose la plus grave pour un Parti, c'est le choix des hommes qui devront l'appliquer.

Désireuse d'obtenir la garantie que les motions Frossard-Souvarine passeraient du papier sur lequel elles furent écrites dans la réalité qu'elles devaient transformer, la gauche discuta les personnes de Cachin et de Paul Louis. Y aurait-il par hasard, comme le demandait, avec étonnement, notre ami Bèron, de la Moselle, des dieux mortels dans le Parti ?

Le Nationalisme dans le Parti

Il est une question que « l'Appel au Parti » pose très bien et résout très mal. Cet appel dit : « Le 4^e Congrès se trouvera saisi d'un conflit qui porte essentiellement sur le point de savoir si le Congrès pouvait être dépouillé de son droit de choisir les hommes qu'il investit de sa confiance et qui sont chargés de le représenter dans les organismes de direction du Parti ».

Transportons cette question du terrain international sur le terrain national. Examinons les rapports du Comité directeur avec le Congrès fédéral de la Côte-d'Or, par exemple.

Le Comité fédéral de la Côte-d'Or, Barabant

en tête, a entraîné au cours de cette année sa fédération à pratiquer le Bloc des gauches lors des dernières élections cantonales, alors que le Parti s'était prononcé contre cette forme électorale de la collaboration des classes.

Le Comité directeur aurait agi sagement, il aurait évité bien des troubles dans le Parti, s'il avait posé clairement la question au Congrès fédéral de la Côte-d'Or et s'il avait cherché à influencer sur la composition du Comité fédéral. Le Comité directeur pouvait, par exemple, tenir compte de l'influence de Barabant, mais exiger qu'à côté de lui prennent place des hommes résolument décidés à faire appliquer les décisions du Parti.

Aucun communiste français, un tant soit peu sérieux, n'aurait accusé le Comité directeur d'une ingérence abusive dans les affaires intérieures de la Côte-d'Or ; aucun n'aurait posé la question de savoir si le Congrès fédéral de la Côte-d'Or pouvait être dépouillé de son droit de choisir les hommes qu'il investit de sa confiance et qui sont chargés de le représenter dans les organisations de direction de la Fédération.

Sans doute le Congrès fédéral de la Côte-d'Or aurait pu repousser les propositions du Comité directeur ou de son délégué, relativement à la formation d'un nouveau Comité fédéral. Mais alors le Comité directeur pouvait exclure Barabant. C'est d'ailleurs ce que vient de faire le Comité directeur centriste d'aujourd'hui dans sa séance du 20 octobre dernier. Le Comité directeur aurait le droit d'exclure Barabant du Parti et il n'aurait pas le droit de l'exclure de tel ou tel poste dans le Parti ! Raisonner ainsi serait tout simplement ridicule.

Ce qui dans l'ordre national est vrai pour les rapports entre les Congrès fédéraux et le Comité directeur du Parti, est vrai aussi dans l'ordre international pour les rapports entre le Congrès du Parti français et le Comité Exécutif de l'International communiste.

Ceux qui raisonnent d'une manière sur les problèmes nationaux et d'une autre manière sur les problèmes internationaux montrent par là même combien ils sont infectés de nationalisme.

A lire l'appel du Parti, chacun peut se rendre exactement compte des grouillements nationalistes qui agitent le Comité directeur.

A la guerre, le sol de la patrie s'accrochait à nous quand la boue des tranchées nous souillait. A l'arrière, le nationalisme s'accrochait à bien des socialistes de guerre qui siégeaient dans les Parlements quand les crimes commis souillaient leurs consciences.

Nous, la boue patriotique des tranchées ne

nous souille plus, nous nous sommes décrottés.

Les anciens socialistes de guerre, députés et autres, qui sont dans notre Parti se sont-ils tous décrottés de tout nationalisme ?

Gagner du temps

Après avoir posé la question des rapports du Parti avec le Comité exécutif, l'*Appel au Parti* dit : « La réponse du 4^e Congrès mondial n'est pas douteuse ».

Ceci n'est pas une coquille de typographe, c'est une perle d'hypocrisie.

Lisez le texte. Il veut dire : « La réponse du 4^e Congrès n'est pas douteuse : le 4^e Congrès donnera raison au centre.

Or, l'esprit même de l'Internationale communiste, c'est de considérer qu'il n'y a pas d'affaires intérieures réservées au bon plaisir des Partis nationaux ; c'est de considérer que les affaires de chaque Parti regardent l'ensemble de tous les autres ; c'est de considérer que l'organisation communiste mondiale n'est pas une fédération de Partis nationaux mais un seul Parti communiste international.

L'opinion de l'Internationale, c'est que le centre est seul et pleinement responsable de la rupture avec la gauche. Cette opinion est clairement manifestée dans une lettre de Manouilsky adressée au Comité directeur.

Manouilsky, délégué de l'Internationale et du Parti russe, Dahlem, délégué du Parti allemand, Mauro Scocci Maro, délégué du Parti italien, Tom Bell, délégué du Parti anglais et le délégué du Parti belge ont nettement affirmé devant le Congrès de Paris l'accord complet de la gauche avec l'Internationale communiste.

Le défilé des délégués de l'Internationale et des Partis frères à la tribune du Congrès de Paris indique avec évidence quel sera le jugement du 4^e Congrès mondial.

Ce jugement sera l'absolue condamnation du centre.

Certes, la réponse du 4^e Congrès n'est pas douteuse. Mais pas dans le sens que laisse supposer l'*Appel au Parti*.

Alors pourquoi le centre a-t-il aggravé la crise du Parti français en trahissant l'accord avec la gauche et en faisant échouer les propositions de la délégation de l'Exécutif ?

Le discours prononcé par Frossard au Congrès jette là-dessus une lumière éclatante.

Frossard nous a avoué que dans son esprit, l'intérêt de l'Internationale et l'intérêt du Parti s'opposent. C'est une conception qu'un communiste ne peut absolument pas admettre.

Frossard nous a avoué que tiraillé entre l'Internationale et le Parti, il n'a eu depuis Tours qu'une politique : gagner du temps.

Un communiste sincère ne peut admettre cette manière de ruser pendant près de deux ans avec l'Internationale.

En réalité, ce ne sont pas les intérêts des ouvriers français qui s'opposent aux intérêts

des ouvriers du reste du monde ; ce ne sont pas les intérêts du Parti français qui s'opposent à ceux de l'Internationale. Ce sont les conceptions de Frossard qui s'opposent à celles du communisme international. Le temps gagné par Frossard est du temps perdu pour le communisme.

Pour l'Internationale, contre les scissionnistes du Centre

Nous comprenons maintenant le sens exact de l'*Appel au Parti*.

Le centre sait qu'il sera battu au 4^e Congrès mondial. Mais il a voulu gagner encore un peu de temps.

Ce peu de temps il l'utilise à répandre la confusion, le mensonge et l'esprit nationaliste dans le Parti.

Ce peu de temps il l'utilise à dresser par avance le Parti contre les décisions de Moscou en trompant le Parti sur ce que seront ces décisions.

Qu'y a-t-il au bout de cela ? Il y a la rupture habilement préparée avec l'Internationale. Et comme les vrais communistes ne consentiront jamais à quitter Moscou, au bout de tout cela, il y a la scission habilement préparée par le centre sous le masque de l'unité.

Comment le centre peut-il accepter de gouverner seul le Parti avec une majorité relative de quelques mandats ? Une telle attitude ne peut s'expliquer que par la volonté, en face de la montée de la gauche, de mettre la main sur l'*Humanité* et sur la maison du Parti. Agir ainsi, c'est pour le centre trahir le secret de ses intentions scissionnistes.

Contre le péril, tous les communistes sincères doivent se dresser.

Au Congrès de Paris, le centre n'a obtenu sa majorité dérisoire que par l'appoint des mandats de Renaud Jean et des mandats de la droite verfeuilliste.

La vérité, c'est qu'il n'y a pas de centre dans le Parti français. Le nouveau Comité directeur du centre n'a pas exclu Barabant et les autres par souci du communisme, mais par souci d'opportunité politique et pour illusionner le Parti.

Dans le Parti français il n'y a pas de centre : il y a une gauche communiste et une droite qui va de Verfeuil à Frossard. Toute la droite est unie contre le communisme. S'il y a des nuances dans la droite, ce n'est pas à cause de divergences fondamentales, mais à cause de conceptions différentes de l'opportunité politique.

Par opportunisme, Frossard peut se séparer de Verfeuil. Ils se retrouveront dans le Parti indépendant français qu'ils rêvent de former en rompant avec l'Internationale et en préparant la scission dans le Parti français.

Heureusement, la masse du Parti vaut mieux que ses chefs opportunistes et que son Congrès de Paris.

Les communistes sincères doivent se grouper autour de la gauche et manifester clairement leur volonté de transformer le Parti pseudo-communiste d'aujourd'hui, en un Parti vraiment communiste adhérent non seulement en paroles, mais en actes à l'Internationale communiste.

Il faut arracher aux opportunistes scissionnistes leur masque communiste et unitaire.

Bas les masques et le Parti sera sauvé ! Rappoport à Moscou, disait à l'Internationale qu'elle avait tort de s'attaquer à Fabre, alors qu'il y a dans le Parti des éléphants d'opportunisme.

Aujourd'hui, la chasse aux éléphants est ouverte.

A. TREINT.

Tours ou Livourne

Le déchaînement des passions troubla singulièrement l'atmosphère du Congrès de Paris. On constate, non sans tristesse, que ce sont surtout les orateurs qui cherchaient à exciter les sentiments, et non pas toujours les plus généreux, de l'auditoire qui recueillirent les applaudissements les plus enthousiastes. Dès les premiers jours, l'orage fut déchaîné par l'intervention haineuse de Renaud Jean, par les attaques injustes et injustifiées de Ker contre la gauche, par la parade de Jules Blanc qui semblait par moments prendre la tribune du Congrès pour une baraque foraine.

Seuls, les représentants de cette gauche honnête et calomniée résistèrent au courant et s'efforcèrent de placer le débat sur son terrain véritable, celui des doctrines et des idées.

On jeta dans le débat le nom de Cachin. En présentant sous un jour faux l'attitude de la gauche envers le directeur de l'*Humanité*, on chercha à exciter la colère d'une partie des congressistes contre l'autre. Mais on oublia de dire une chose : quels que soient les reproches que la gauche ait pu formuler à l'égard de Marcel Cachin, elle n'a pas pensé un seul instant à briser l'accord avec le centre sur ce nom. Ker le savait, Frossard le savait, mais ils se gardèrent bien de le dire.

On créa ainsi une atmosphère trouble, irrespirable et tellement opaque, que la plupart des membres du Congrès en arrivèrent, à la fin, à ne plus apercevoir d'idées derrière la barbe dorée de Renoult, derrière le lorgnon malicieux de Souvarine, ou sous la calvitie étincelante de Frossard.

Et pourtant on peut dire que jamais l'opposition des doctrines ne fut aussi nette, aussi claire que celle qui s'était manifestée dans ce Congrès dès la première heure. Le centre le sentait bien ; c'est lui, d'ailleurs, qui était obligé d'en souligner le trait essentiel. Mais il se rendit bien compte que, battu d'avance sur ce terrain, il n'avait qu'à faire dévier

le débat, qu'à l'obscurcir par des questions personnelles, pour pouvoir se tirer de l'impasse dans laquelle il s'était engagé lui-même.

En défendant sa motion, Rappoport, qui aime les mots d'esprit et les définitions lapidaires, caractérisa la situation devant laquelle le trouvait le parti, de la façon suivante : « Le Congrès aura à résoudre — déclara-t-il en substance — le dilemme suivant : ou bien avec Frossard pour l'unité dans le parti, ou bien avec Souvarine pour l'unité avec Moscou, mais sans unité dans le parti. »

Et, deux jours plus tard, Frossard, dans sa réponse à Souvarine, nous révéla les troubles de sa conscience « tiraillée entre l'intérêt du parti et celui de l'Internationale ».

Les deux aveux sont précieux à retenir. Ces deux aveux marquent toute l'attitude politique du centre et des éléments qui s'en rapprochent. Tout ce qu'il s'était passé au Congrès entre ces deux aveux n'était que du battage fait en l'honneur des camarades moins avertis et destiné à semer le trouble dans les esprits.

Pour les Frossard, pour les Rappoport une contradiction semble exister entre les intérêts du parti et ceux de l'Internationale. Pour les Frossard, pour les Rappoport il s'agit de choisir entre ces intérêts opposés. La gauche ignore complètement ce « cas de conscience ». Pour elle, il n'existe qu'un seul intérêt, celui du prolétariat international engagé dans la voie d'une révolution mondiale. Pour elle, cet intérêt unique est représenté par l'Internationale Communiste, dont le Parti français n'est qu'une section. Pour elle, il ne peut y avoir d'intérêts divergents du Parti et de l'Internationale, comme il ne peut y avoir aucune divergence d'intérêts entre l'armée qui va à la bataille et un des régiments qui composent cette armée. Le centre semble vouloir sauvegarder le bien du parti sans léser celui de l'Internationale ; la gauche est convaincue qu'en

défendant l'intérêt de l'Internationale elle sert en même temps et de la façon la plus efficace celui du parti français.

Telle est la vérité qui se dégage. Les débats du Congrès et de l'attitude prise par les deux grandes tendances du Parti.

La gauche le savait et, décidée à former un bloc avec le centre qui avait signé les résolutions communes, elle avait le ferme espoir que les camarades du centre arriveraient bientôt à la même conception, à la même compréhension juste du problème. La gauche s'est trompée. Elle avoue son erreur avec la même franchise que celle dont elle fait preuve dans toute son action politique... Faut-il que, s'étant trompée sur le compte du centre, elle en vienne à perdre tout espoir dans l'avenir ?

On avait reproché à la gauche d'avoir invoqué à propos de Paris le Congrès de Tours. On avait reproché à la gauche d'avoir exprimé l'opinion que le Congrès de Paris serait un nouveau Congrès de Tours. On le lui avait reproché non sans amertume.

Il me semble qu'à cette occasion les adversaires de la gauche ont manifesté un état d'esprit fort singulier. Nos adversaires, lorsqu'ils parlent de Tours, ne semblent voir dans le Congrès de 1920 qu'un « Congrès de scission » ; ils oublient trop aisément que le Congrès de Tours fut surtout celui de l'adhésion à la 1^{re} Internationale.

En donnant son adhésion à l'Internationale, la pensée communiste française, si juvénile encore, si inexpérimentée, si « innocente », semblait ne pas se rendre compte des obligations que lui imposait son union avec l'ogre rouge de Moscou. Elle ne se rendait pas compte de ce que comportait de douleurs et de plaisirs ce mariage d'amour conclu dans un moment d'enthousiasme. Rien d'étonnant que les froissements, les malentendus, les conflits intimes aient troublé la paix du jeune ménage.

Mais deux ans ont passé depuis. La gauche avait le droit de penser que la jeune fille innocente avait eu le temps d'acquérir l'expérience nécessaire de la vie. Et la gauche avait le droit de demander que la pensée communiste française, mûrie, consciente enfin de sa volonté et de ses devoirs révolutionnaires, renouvelée à Paris, solennellement et en toute connaissance de cause, les vœux nuptiaux prononcés à Tours.

C'est dans ce sens-là que nous avons espéré que le Congrès de Paris serait un nouveau Congrès de Tours. Il était dit que cet espoir encore serait déçu. Nous venons d'en faire notre deuil. Mais qui pourra nous reprocher ce désir si légitime ? et surtout de quel droit

nous le reprochent ceux qui par toute leur attitude, avant, pendant et après l'assemblée de Paris, ont semblé tendre à transformer cette consultation nationale du parti en un véritable Congrès de Livourne ?

Michel MERLAY.

EXCLUSIONS

Quand l'Exécutif exclut Fabre, il motiva sa décision par des considérants qui laissèrent sans réplique les adversaires de l'exclusion. Il commenta et expliqua l'exclusion dans plusieurs documents.

C'est ce qu'on appelle de la dictature.

Au lendemain du Congrès de Paris, le C. D. a exclu en trois lignes toute une série de membres du Parti. Aucune explication.

C'est ce qu'on appelle du libéralisme.

Henri Sellier exclu par Morizet, Verfeuil exclu par Soutif...

Les commentaires seraient superflus.

VIENT DE PARAITRE :

L'Internationale Communiste

Revue internationale mensuelle

Dirigée par G. Zinoviev et Karl Radek

N. 22

Au sommaire :

- G. Zinoviev. — Le IV^e Congrès de l'Internationale Communiste.
 K. Radek. — A la veille de la fusion des Internationales 2 et 2 1/2.
 Piatakov. — En quoi le jugement des S.-R. est-il un verdict de classe ?
 Meyer. — Le Parti Communiste allemand après le meurtre de Rathenau.
 Rothstein. — Le Congrès d'Edimbourg du Labour Party.
 Voytinsky. — La lutte des classes au Japon.
 Maring. — Le mouvement nationaliste révolutionnaire en Chine méridionale.
 Vitali. — La décomposition du Parti socialiste italien.
 Racoszi. — Les élections en Hongrie.
 Knusinen. — Un enfer de glace.
 Rappoport. — Jules Guesde.
 Sarga, Sméral et Rappoport. — Discussion sur le programme de l'I. C.
 Rudasz, Rothstein. — Bibliographie.

Prix du numéro : 5 francs.

Réclamez le n° 21, contenant des articles de Zinoviev, Radek, Varga, Thaleimer, Trotsky, D. I. Jones, Sellier, Vardine, Iaroslavsky, Kreibich, Losovsky, Kabaktchiev, Choumiatsky, Ioffe.

Librairie de l'Humanité, 142, rue Montmartre, Paris.

DÉMISSIONS

Quelques heures après la clôture du Congrès National, le camarade Amédée Dunois s'en fut trouver Cachin, directeur de l'*Humanité*, et lui annonça qu'il était résolu à se démettre de ses fonctions de secrétaire général, fonctions qu'il occupait depuis exactement quatre ans.

— Ma conviction absolue, déclara Dunois, est que le Centre veut rompre avec l'Internationale Communiste. Même s'il ne le voulait pas, le développement de la situation qu'il a créé le contraindrait à le faire, en dépit de toutes ses allégations bruyantes de fidélité et de discipline... Je ne me ferai pas son complice dans cette opération criminelle. Au revoir. Je m'en vais.

On pourrait croire que Cachin protesta contre l'intention que son principal collaborateur prêtait aux centristes. Il n'en fit rien. Il arpenta son bureau, hochant la tête et répétant, comme un aveu : « Ce pays est si peu communiste !... »

(Bonne raison, n'est-ce pas, de l'être moins encore que le pays !)

Un instant après, Dunois faisait part à ses collaborateurs de son intention formelle de se retirer, plutôt que de faire, à l'*Humanité*, une politique dont il savait d'avance qu'elle ne pourrait pas être celle de l'Internationale. Plusieurs d'entre eux déclaraient aussitôt qu'ils le suivraient dans sa retraite : Marcel Martinet, Boris Souvarine, René Reynaud, J. Tommasi, Guy Tourette et Louise Bodin. Monatte écœuré n'avait pas attendu la fin du Congrès pour partir. Sur un coin de table, on rédigea les formules de démission que l'*Humanité* publia sans qu'elles eussent été, et pour cause, soumises à la direction du journal.

Le lendemain, Lecache, Labrousse, Fernand Desprès, Vicquit abandonnaient à leur tour la rédaction de l'*Humanité*.

Marthe Bigot, Lucie Colliard, Bouthonnier, Verrochet, Albert Treint démissionnaient de leur côté des fonctions rétribuées qu'ils occupaient dans le Parti.

La plupart de nos amis, dont plusieurs ont de lourdes charges de famille, sont maintenant sur le pavé. On peut voir, par leur exemple, que s'il est des gens dans le Parti qui se cramponnent à leur poste et sont prêts à servir toutes les politiques — pourvu qu'elles aient au préalable triomphé — ce n'est pas dans la gauche qu'on les trouve.

Sur les douze rédacteurs de l'*Humanité* qui viennent de démissionner, neuf étaient entrés au journal après la scission de Tours. Ils n'ont pas voulu paraître s'associer un seul jour à une action politique qui constitue un reniement flagrant de l'adhésion du Parti à l'Internationale Communiste. Et dire que, contre ces hommes, on a mené dans le Parti depuis des mois une campagne d'inspiration basement démagogique — dont l'origine au surplus — toujours la même, bien entendu — n'est pas difficile à connaître ! Ils viennent de montrer qu'entre leur devoir de conscience

et leurs « salaires scandaleux », ils n'étaient nullement capables de balancer.

P. S. — Une note du C. D., relative aux démissions, prête au camarade A. Dunois les propos suivants : « *J'ai fait mon coup d'Etat, je le reconnais. Je l'ai accompli en toute connaissance des conséquences qu'il pourrait comporter.* »

Aux récriminations de Cachin qui se plaignait de n'avoir pas été avisé de la publication des notes de démission (comme si ce directeur-fantôme avait jamais été avisé de la publication de quoi que ce soit !), Dunois répondit à peu près textuellement : « Je ne t'ai pas consulté d'abord parce qu'il était trop tard (minuit 20), ensuite et surtout parce que tu te serais forcément opposé à la publication et que notre voix eût été ainsi étouffée. Criez au coup d'Etat tant que vous voudrez. Je prends toute la responsabilité de ce que j'ai fait. »

On voit la distance qui sépare cette version de la version « énorme » de Cachin. Faire dire à quelqu'un qu'il a « fait SON coup d'Etat » parce qu'il a, selon son habitude et son droit, inséré une note sans consulter le directeur, c'est de... l'amplification oratoire et rien de plus.

Dans cette conversation Cachin-Dunois, ce qui compte, ce n'est pas ce qu'il plaît à Cachin d'en retenir. C'est le silence gêné du directeur politique de l'*Humanité* lorsque Dunois lui eût dit : « Vous allez à la rupture avec l'Internationale ». C'est aussi le mot qu'il répéta à trois reprises : « Ce pays est si peu communiste !... »

Leurs procédés

La direction de l'*Humanité* A REFUSE d'insérer l'annonce suivante :

AUX CAMARADES

Les amis susceptibles de trouver du travail pour les camarades démissionnaires qui se trouvent dans une situation difficile, sont priés de s'adresser d'urgence au camarade Gélis, à l'Humanité.

On ne qualifie pas un acte pareil : on le constate.

■ Nous n'ajouterons qu'un mot, pour inviter instamment nos amis à se mettre en quête de travail pour Lucie Colliard, Tommasi, Martinet, Treint. Quant à Tourette et Reynaud, ils ont trouvé du travail pour six semaines seulement : il faut aussi penser à eux.

Souvarine, Dunois, Labrousse, Lecache et Desprès sont momentanément hors de cause.

gez donc ! Il y a un Conseil Général — un Exécutif — qui s'est mis en tête de constituer un Parti Communiste international, discipliné, cohérent, une belle arme d'une seule coulée. Il fait entendre sa voix, dans l'intervalle des Congrès internationaux. Il suit de près la vie des diverses sections nationales, il les conseille, parfois il cherche à les redresser. Aussitôt, tous nos antimarxistes de fulminer contre « les proconsuls marxistes » que le Conseil Général dépêche çà et là, contre ces gens « qui s'occupent non à faire une propagande de principes, mais à calomnier et à proscrire ceux qui ne s'inclinent pas devant leur autorité et celle des hommes de Londres ».

Relisez bien... Sommes-nous avant le Congrès de La Haye, ou avant le Congrès de Paris ?

C'est par de tels arguments qu'on combattait en 1872 la fraction marxiste.

Le Congrès de La Haye ne s'y laissa pas prendre. Une forte majorité donna raison à Karl Marx et à ses amis. Loin de réduire les pouvoirs jusque-là attribués au Conseil Général, il les accrut. Il décida que le Conseil Général avait le droit de suspendre les branches, les sections, les conseils des Comités fédéraux et les Fédérations de l'Internationale jusqu'au prochain Congrès. »

**

Le Congrès de Paris, sera-t-il un nouveau

Congrès de La Haye ? Consacrera-t-il une fois de plus la tradition marxiste ? Se pourrait-il que le Parti Communiste oublie les deux terribles leçons infligées en moins d'un demi-siècle au prolétariat international ? Oublierait-il la faillite de la Première Internationale, amenée par la révolte des sections contre le Conseil Général ? Oublierait-il la faillite de la Deuxième Internationale, amenée par la même méconnaissance de la discipline prolétarienne et par la carence du Bureau International ?

Une Internationale, un Parti international, pour vivre et pour combattre, doit réunir une double condition : il doit avoir, dans l'intervalle de ses Congrès, un centre qui dirige et des sections nationales qui appliquent strictement ses directions.

La première condition, seule, était réalisée dans la première Internationale ; et cette Internationale périt, malgré les glorieux efforts de Karl Marx.

La seconde Internationale ne réalisa aucune de ces conditions : et ce fut la faillite ignominieuse du 4 août.

La troisième Internationale les a réalisées l'une et l'autre : elle a un centre qui dirige et des sections qui acceptent cette direction.

Il s'agit seulement de savoir si le Parti français, fidèle au marxisme traditionnel, entend être une de ses sections.

C.-E. LABROUSSE.

LA FORCE DE L'INTERNATIONALE⁽¹⁾

A la veille du jour où s'ouvre le Congrès national, mon esprit, invinciblement, se reporte aux tristes lendemains du Congrès de Marseille. Quel chemin nous avons parcouru depuis lors ! Nous, ou plus exactement le communisme que nous mettons bien au-dessus de nos modestes personnes... Nous, ou plus exactement l'Internationale communiste qui a trouvé en nous, dans cette longue crise, des défenseurs passionnément dévoués de sa doctrine et de sa politique et dont nous recevions hier, en manière de couronne civique, ce bref, mais ferme témoignage : « Les représentants de la gauche... dans la période la plus difficile, ont prouvé leur fidélité à la cause de la révolution prolétarienne ».

J'évoque nos démissions de Marseille. Quoi qu'on ait pu dire, elles n'ont pas déchaîné la crise où nous nous débattons, dont sans doute

nous allons sortir. Elles n'ont été que la constatation publique, l'éclatant aveu, d'un conflit qui cheminait entre nous depuis Tours et dont les dernières séances du premier Comité Directeur avaient décelé l'existence. Conflit grave, conflit profond : d'idées et non pas de personnes. C'étaient des interprétations contradictoires de la motion de Tours qui soudain étaient apparues ; c'étaient des orientations divergentes qui soudain se manifestaient. Les uns n'avaient adhéré qu'à la lettre de l'Internationale, tandis que l'adhésion des autres, derrière la fragile cloison des conditions et des formules, était allée à l'esprit.

Le Congrès de Marseille mit tout cela en pleine lumière et dès lors la bataille s'engagea. Franche et directe d'un côté — le nôtre, — oblique et souvent sournoise de l'autre. Toujours la vieille bataille entre ceux qui possèdent une doctrine et ceux qui n'en ont pas ou n'en ont guère, entre l'opportunisme revêtu de phraséologie révolutionnaire et un radicalis-

(1) Écrit la veille de l'ouverture du Congrès, cet article devait paraître dans le numéro du B. C. de la semaine dernière.

me qui, parce qu'il est sûr de lui-même, sait dans l'action, pourtant, faire aux réalités leur place.

Au début nous n'en menions pas large. Nous n'étions qu'une poignée et avions contre nous à peu près tous les chefs. Nos mots d'ordre : le front unique, la discipline internationale, étaient tournés en dérision. Verfeuil, Barataud — qui depuis... — étaient membres du Comité Directeur, — de ce Comité Directeur dont Souvarine avait été écarté comme indigne, et cela, c'était admirable. Eh bien ! il y a de cela dix mois à peine, et maintenant voyez : reconnus par tout le monde comme la gauche communiste, nous avons conquis la Fédération de la Seine et nous avons derrière nous — je veux dire derrière nos motions et nos thèses — deux bons tiers du Parti français. Sur la question du front unique, sur celle de la discipline internationale, sur celle de la situation du Parti, sur celle du régime de la presse, nous avons eu raison de toutes les résistances. Comment un tel miracle a-t-il été possible ?

C'est ici qu'apparaît, dans toute sa grandeur, la force de l'Internationale.

* *

Qui donc a vaincu, sinon elle ? Elle était avec nous dans la mêlée, combattant, invisible et présente, sous nos frères étendards. Son irrésistible puissance, son autorité incomparable, nous l'avions mesurée une première fois à Tours quand la doyenne Clara Zetkin avait surgi tout à coup dans la salle dont on eût dit que les applaudissements allaient faire éclater les parois grises ; nous l'avions mesurée encore, à Marseille, à la fin de ce morne après-midi de décembre où le président du Congrès avait jeté d'une voix forte dans le silence qui s'était fait soudain, cette simple phrase : « *La parole est au camarade Bordiga, délégué de l'Internationale !* »

Quelle minute inoubliable que l'arrivée de Bordiga ! Je le revois, debout à la tribune, face au Congrès, son masque et ses épaules d'athlète trapu, ses yeux clignotant derrière le binocle, ses narines nerveuses, ses bras pendants, sa poitrine bombée. On eût dit qu'il allait disparaître, emporté par l'avalanche des applaudissements qui croulaient. Pourtant ce n'était pas Bordiga — dont bien peu parmi vous connaissaient alors le nom et la personne — qui suscitait cette frénésie ; c'était l'Internationale communiste dont il apportait le salut. On criait : « Vive l'Internationale ! » Et en vérité, à la minute où nous étions, l'Internationale vivait. Elle était là, présente, devant nos yeux et dans nos cœurs ; elle et nous, ne faisions alors qu'un.

...Elle n'a pas cessé d'être pour nous présente depuis Marseille. Pour nous et aussi pour les autres. Ceux qui ne croyaient pas en elle peuvent reconnaître leur erreur. J'ai sur ma table notre plus récente brochure : *L'Internationale communiste et sa section française.*

Il suffit d'en tourner les pages pour être convaincu que l'Internationale n'est pas un mythe, mais une réalité vivante et agissante, une puissance temporelle qui sait être en même temps une puissance morale. Tout le mérite du redressement doctrinal et organique, à quoi notre gauche s'est consacrée, revient à l'Internationale, à ses interventions répétées dans la « question française », à ses incessants appels à la conscience révolutionnaire des chefs et des masses. Elle a montré du doigt le mal, indiqué les remèdes, suivi, au chevet même du malade, la lente guérison. Elle a généralement usé de patience, mais elle a su recourir, quand il le fallait, aux armes qu'elle avait en main : deux sessions de l'Exécutif élargi ont été tenues coup sur coup pour le règlement de la « question française » ; les démissionnaires de Marseille ont été blâmés mais réintégrés ; Henri Fabre a été exclu ; Verfeuil et consorts vont l'être à leur tour ; le parti sera réorganisé sur les bases de la centralisation démocratique ; sa politique sera désormais ce qu'elle aurait dû toujours être : la politique même de l'Internationale.

Je n'en dirai pas davantage. Il y a juste cinquante ans, la première Internationale succombait sous les coups du fédéralisme, qui n'était autre chose qu'une transposition ouvrière du nationalisme bourgeois. La seconde Internationale est morte parce qu'elle n'a jamais osé centraliser son organisation et sa tactique, parce qu'elle n'était qu'une juxtaposition de partis parlementaires et par conséquent nationaux. La III^e Internationale a profité de ces expériences désastreuses. Elle s'est donné une organisation unitaire et centralisée et elle la défendra contre tous les retours offensifs de l'autonomisme, du localisme, du particularisme, de tous les ferments de désagrégation et de mort qu'une organisation telle qu'elle soit porte en elle. Elle peut compter, sur ce point comme sur tous les autres, sur le concours de la gauche française, liée à elle par toutes ses fibres. — On dit que nous sommes une tendance. Eh oui, nous sommes actuellement une tendance, mais la seule légitime, la seule qui devrait avoir, dans le Parti, droit de cité, puisque nous sommes la tendance de l'Internationale communiste. C'est pourquoi nous avons vaincu. Même quand nous n'étions qu'une poignée, c'était là la raison de notre force. Beau sujet de méditation pour ceux qui tenteraient à nouveau de ruser avec l'Internationale !

Amédée DUNOIS.

AVIS IMPORTANT

Nos camarades sont invités à ne plus adresser de correspondance aux démissionnaires de l'Humanité à l'adresse du journal. Depuis le Congrès, les lettres ne sont plus remises aux destinataires. Prière d'écrire aux adresses privées.

La Convalescence ou la Mort ?

La convalescence n'est-ce pas ?

C'est tout ce que nous pouvons attendre de l'an qui vient. Le redressement communiste du Parti n'est pas l'affaire d'un jour et la nécessité où se trouve la gauche de collaborer avec un centre où la droite se cramponne par des racines multiples risque de ne point faciliter la tâche.

Des frottements sont encore malheureusement possibles. Nous ferons tout pour les atténuer. La collaboration du centre et de la gauche n'est encore cependant qu'une solution bâtarde, mais c'est en tout cas une solution qui vaut mieux que la scission dont on a fait ces jours-ci retentir la menace... D'une scission le malade risquerait fort de mourir.

L'idéal serait qu'il n'y ait plus ni gauche ni centre. C'est certain. La collaboration du centre et de la gauche a jusqu'à présent — à quelques exceptions près — accentué plutôt qu'effacé les différences. Des préoccupations subalternes de Congrès expliquent cela et aussi l'influence de la droite.

Le centre a manifesté semble-t-il quelque impatience à se voir entraîné dans une politique de gauche par de brusques conversions... Il se ressaisit. Pourtant la formule collaboration du centre et de la gauche n'a aucun sens si ce n'est pas sur la base d'une politique de gauche, c'est-à-dire sur la base de la politique de l'Internationale que l'accord se fait.

C'est ainsi, c'est dans cet esprit que les motions Frossard-Souvarine ont été rédigées et votées. Le centre ne doit pas crier à l'absorption par la gauche. Il doit désirer l'unification des fractions dans le Parti Communiste international.

C'est cet esprit-là qui doit dominer le Congrès en sacrifiant tout les amours-propres au salut du Parti sinon nous irions à Livourne tout droit. Sinon nous assisterions à ce lamentable spectacle de la conjonction du centre et de la droite contre la gauche, conjonction qui serait sans doute bien dans la volonté de certains chefs et dans leur nature, mais qui risquerait d'entraîner les militants des Fédérations beaucoup plus loin qu'ils ne voudraient aller.

Au centre *faute d'avoir une politique à suivre*, on suit des hommes et c'est le fléau de notre Parti. Sans doute ces hommes sont-ils plus brillants et plus habiles que nos hommes de gauche. Cela suffit dans ce pays, d'individualisme ou la phrase est maîtresse.

A la gauche est revenue la tâche ingrate de défendre le communisme d'accord avec l'Internationale communiste. Elle n'y gagne que

l'impopularité quand la *démagogie* recueille les faciles applaudissements des majorités paresseuses. Son rôle d'avant-garde est redoutable. Coups de feu par devant et parfois aussi fusillade par derrière.

Fautes, erreurs de direction exagérations dans l'intransigeance et surtout dans la confiance, la gauche ne nie pas qu'elle ait des faiblesses mais elle chemine avec devant elle le but lumineux du communisme, une bonne volonté éclatante d'un espoir sans cesse renoué en dépit des trahisons et les échecs...

On reproche sa violence verbale à celui-ci, on reproche son mauvais caractère à cet autre, son sectarisme à celui-là, mais ce ne sont là que *prétextes*. Le communisme ne doit pas s'embarrasser du caractère des hommes et ne doit rechercher que l'harmonie dans une internationale d'action. L'action commande des sacrifices.

La bataille du Congrès est une bataille pour ou contre le communisme. Entre communistes qui pourtant se croient également sincères. C'est une bataille pour ou contre l'Internationale.

Si certains militants mal renseignés ne le comprennent pas, qu'ils ouvrent les yeux avant qu'il ne soit trop tard.

La gauche dont la politique, si la fidélité du centre à l'Internationale n'est pas un vain mot, doit triompher au Congrès, accepte de partager à égalité avec le centre les charges et fonctions du parti. Elle ne peut donner de meilleure preuve de sa modestie dans le succès.

Le centre a signé avec la gauche des motions. Gauche et centre sont liés. La gauche est fidèle au pacte intégralement. Cette union est nécessaire dans la période de transition qui commence. La gauche passant par-dessus ses souvenirs, ses rancœurs et ses prétentions s'y rallie. Par le travail en commun, par l'organisation, le centre, au cours de l'année qui vient lentement saura se détacher de la droite et la droite elle-même, comme elle l'a annoncé maintes fois, acceptera de se discipliner.

Ce n'est pas pour la vaine satisfaction du succès politique de tendance que la gauche lutte au sein du parti. Son désintéressement en fait foi. C'est pour le communisme. Toute autre préoccupation de sa part serait méprisante.

Que le centre reste fidèle à ses signatures, qu'il reste fidèle aux déclarations d'amour dont il a coutume d'honorer l'Internationale et une bonne année de convalescence et de travail d'ouvriers.

Je ne peux pas croire un instant qu'il puisse préférer au salut du Parti le conflit, avec l'Internationale.

VAILLANT-COUTURIER.

(1) Ecrit avant le Congrès cet article montre combien la gauche avait la volonté d'être loyalement fidèle à l'union du centre et de la gauche.

La première séance du Comité Directeur Centriste

A l'issue du Congrès National, un certain nombre de camarades, ayant eu la possibilité de se concerter, adressaient leur démission des postes qui leur avaient été confiés par le Parti.

Le lendemain, d'autres camarades suivaient leur exemple. Je fus chargé par ceux-ci d'annoncer au nouveau Comité Directeur leur décision. Je pris donc, vendredi soir, la route de la Maison du Parti.

Je fus accueilli, dans l'escalier, par les camarades des Jeunesses délégués au C. D. Etonné de les trouver là, je leur demandai :

— Comment, vous n'assistez pas à la séance du Comité Directeur ?

Laporte et Peri me répondirent en riant :

— Mais le C. D. a terminé ses travaux. Frossard nous a prié de sortir, déclarant que la séance était levée et qu'une réunion exclusivement réservée aux membres du centre allait se tenir !..

Nous décidâmes de nous annoncer chez les centristes. Notre entrée fut saluée par un vif mouvement de... curiosité. J'exposai le but de ma démarche, expliquai au C. D. centriste, les raisons de nos démissions, le souci des rédacteurs de rester à leur poste tant qu'on n'aurait pas pourvu à leur remplacement, ceci dans l'intérêt du journal, que nous mettons par-dessus tout.

Ces déclarations produisirent quelques reflexes. L'inimitable Cartier émit ses habituelles calembredaines ; Tourly était agité de haussements d'épaules frénetiques. Soutif jugea inqualifiable le geste des démissionnaires. Il parla même, je crois bien, de décence. Oui, il me semble bien me souvenir que le secrétaire adjoint du Parti parla de décence ! Décidément, Soutif et les camarades du Centre perdent la notion des choses !

Puis, Cachin se leva :

— On ne m'a pas présenté le texte annonçant les démissions, déclara-t-il. Cela est inadmissible !

Je fis observer au directeur de l'*Humanité* que s'il avait été présent au journal ou à l'imprimerie, nous lui aurions fourni le texte en question, mais qu'il était urgent que ces démissions fussent enregistrées avant la séance du C. D.

— Vous me reprochez de n'être jamais au *marbre*, dit-il. C'est encore là une question de tendance !

J'objectai que certains membres du C. D. Centriste avaient fait à maintes reprises, et beaucoup plus véhémentement que je venais de le faire, la même constatation. Un certain froid s'ensuivit.

Cachin prit à nouveau la parole.

— Un homme, tonna-t-il, qui n'appartient même pas au Parti Communiste a osé dire que nous voulions rompre avec la Révolution Russe.

Cet « homme » était simplement notre ami Pierre Monatte.

Passons !

La discussion se continuait dans un calme relatif. Il était bien évident qu'un grand courant de

sympathie n'unissait pas les membres du C. D. et le délégué des démissionnaires ; mais, à part quelques rugissements de Cordon, tout se passait à peu près bien.

Un incident grotesque devait cependant marquer cette soirée. Il fut créé par un rédacteur du *Progès de Lyon*, de la *France de Bordeaux et du Sud-Ouest* et de bien d'autres journaux bourgeois, dont ledit C. D. venait de faire un directeur de notre *Bulletin Communiste* : j'ai nommé le citoyen Paul Louis. Paul-Louis se dressa soudain comme mû par un ressort et, l'index menaçant, s'écria avec une noble indignation, digne d'une meilleure cause :

— C'est un véritable 18 Brumaire qu'a fait Du-nois. Cet homme n'a que le courage du coup d'Etat.

Comment ai-je pu, à ce moment, résister à une folle envie d'éclater de rire ? Nous connaissons tous, en effet, le courage de Paul-Louis.

Le citoyen Louis Sellier trouva, lui aussi, très grave le fait d'avoir publié dans l'*Humanité* la protestation des démissionnaires. Il proposa, comme sanctions, un blâme énergique aux délinquants. Ah ! mais !

Frossard objecta :

— Ce n'est pas le moment !

Et Sellier rentra sa motion dans sa poche.

Après avoir obtenu que les lecteurs de l'*Humanité* soient informés des nouvelles démissions, je m'en fus. Le but de ma visite était atteint. Je rendis compte à mes camarades de cette fraction de séance, ou de cette séance de fraction.

Il aurait été dommage, croyons-nous, que les lecteurs du *Bulletin* n'en entendissent pas quelques échos.

René REYNAUD.

Les Syndicalistes devant la Crise du Parti

A l'heure de mettre sous presse, nous recevons, sous ce titre, une importante déclaration signée des camarades Pierre Monatte, R. Louzon, M. Chambelland, F. Charbit.

La Lutte de Classe la publiera dans son prochain numéro.

Tous les militants doivent la demander 96, quat Jemmapes.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le gérant : A. TREINT.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.